



## REVUE DE PRESSE DU 18/10/2016

- 1- «Les membres du FCE qui souhaitent se porter candidats politiques n'ont pas à le faire au nom de l'organisation patronale», prévient le patron de l'Etrhb. Entre le FLN et le FCE, la saison semble orageuse. Les tirs croisés entre Amar Saâdani et Ali Haddad sont annonciateurs d'un round pour le moins agité dans les semaines à venir et ce d'autant plus que, suite aux déclarations de Saâdani contre «le mélange entre argent et politique», de folles rumeurs sur la participation des pontes du FCE aux prochaines législatives circulent dans les salons feutrés d'Alger.
  
- 2- Entre janvier et fin juin 2016, les prix à la production dans le secteur des mines et carrières ont confirmé leur hausse avec un taux d'évolution de 28,7% par rapport à la même période de 2015. A l'exception de l'extraction du sel dont les prix se sont presque stabilisés (-0,1%), le reste des prix à la production dans ce secteur a affiché des augmentations, notamment pour l'extraction du minerai de fer (+104,2%), de phosphate (+19,6%) et des matières minérales (+14,6%).
  
- 3- La facture d'importation de sucre s'est chiffrée à 570,78 millions de dollars (usd) durant les huit premiers mois de 2016, contre 521,8 millions usd à la même période de 2015, soit une hausse de 9,4%, a appris l'APS auprès des Douanes. Les quantités importées de sucre (de betterave brute, de canne à sucre, lactose, fructose...) ont augmenté à 1,45 million de tonne (Mt) contre 1,3 Mt (+12,5%) sur les deux périodes de comparaison, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). La hausse de la facture s'explique par une augmentation des quantités importées, alors que les prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire ont connu une baisse.
  
- 4- Augmentation de 23% des prix des logements Aadl pour les souscripteurs de 2013. Cette nouvelle disposition, on l'imagine bien, n'a pas plu aux souscripteurs. Mais posons-nous la question de savoir si l'Etat y trouve son compte. Il est proposé donc une hausse du prix de 48,3 millions de centimes pour un F3 et de 62,1 millions de centimes pour les appartements de type F4. Cette augmentation qui sera réglée à travers une hausse des mensualités payées sur la durée de la location qui est actuellement de 25 ans, fera perdre à l'Etat au moins 85% du montant de l'augmentation décidée.



- 5- Le ministère du Commerce a adressé hier une nouvelle mise en demeure aux concessionnaires automobiles pour réaliser un investissement industriel ou semi-industriel lié à l'activité automobile. Dans cette note, dont nous détenons une copie, le département de Bakhti Belaïb rappelle que l'article 52 de la loi de finances 2014 exige des concessionnaires automobiles agréés «de réaliser un investissement industriel ou semi industriel lié à leur activité automobile ».
  
- 6- L'appel lancé par l'Intersyndicale aux travailleurs de la Fonction publique pour protester contre l'abrogation du départ à la retraite sans conditions d'âge n'a été massivement suivi que par le secteur de l'Education nationale.
  
- 7- Le projet de suppression de la retraite anticipée continue à faire réagir les syndicats. En attendant son adoption par le parlement et son explicitation à travers, entre autres, la définition des "métiers pénibles", plusieurs travailleurs se ruent vers les guichets de la CNR pour y déposer leurs dossiers, avant la date butoir fixée par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale.
  
- 8- La nécessité de renforcer le rôle de la femme rurale en vue de sa contribution effective dans la diversification de l'économie, a été souligné dimanche à Sidi Bel-Abbès. Lors d'un point de presse, tenu en marge de sa visite de travail dans la wilaya, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Mounia Meslem, a souligné la nécessité de renforcer le rôle de la femme rurale et son accompagnement en vue de sa contribution effective au développement local et dans la diversification de l'économie.



## **A lire : Au 1er semestre 2016 : Hausse des prix à la production industrielle publique**

Entre janvier et fin juin 2016, les prix à la production dans le secteur des mines et carrières ont confirmé leur hausse avec un taux d'évolution de 28,7% par rapport à la même période de 2015. A l'exception de l'extraction du sel dont les prix se sont presque stabilisés (-0,1%), le reste des prix à la production dans ce secteur a affiché des augmentations, notamment pour l'extraction du minerai de fer (+104,2%), de phosphate (+19,6%) et des matières minérales (+14,6%).

A cet effet, les prix à la production industrielle publique ont augmenté de 5,2% au 1er semestre 2016 par rapport au même semestre de 2015, avec une nette hausse pour l'industrie des mines et carrières, selon l'Office national des statistiques (ONS). L'indice des prix à la production industrielle du secteur public national (hors hydrocarbures) mesure l'évolution des prix (sortie d'usine) des biens vendus sur le marché intérieur (les produits destinés à l'exportation ne sont pas pris en considération).

Dans le secteur énergie, les prix à la production dans la filière électricité a marqué une hausse de 14,1% entre les deux périodes de comparaison. De leur côté, les prix à la production des produits agroalimentaires, tabacs et allumettes ont grimpé de 6,6%.

Cette hausse a été tirée par les prix dans l'industrie des tabacs et allumettes (+27,8%) et les produits et aliments des animaux (+4,6%).

Les prix à la production des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques (ISMME) ont progressé de 2% du fait notamment d'une hausse de 30,5% des prix de la branche "biens de consommation mécaniques" et de 14,2% des métaux non ferreux.

Dans les industries des matériaux de construction, céramique et verre, les prix ont connu une légère hausse de 1,5% induite par une augmentation des prix des produits rouges (+2,5%) et des liants hydrauliques (+1,6%). Une hausse de 1,5% a aussi caractérisé les prix de l'industrie du bois en raison d'une augmentation de 2,6% des prix de la menuiserie générale.

Pour le reste des branches d'activité industrielle, à savoir celles des textile et confection, cuirs et chaussures ainsi que du caoutchouc et plastiques, leur prix à la production s'est stabilisé durant le 1er semestre 2016 par rapport au 1er semestre 2015.

Concernant les prix à la production durant le deuxième trimestre 2016, ils ont grimpé de 0,9% par rapport au premier trimestre 2016. Cette hausse trimestrielle s'explique notamment par une augmentation des prix à la production des mines et carrières (+1,9%), de la branche électricité (+8,6%), et des industries agroalimentaires (+0,8%).

Le secteur public industriel en Algérie compte 390 filiales (relevant de 12 groupes) et entreprises réparties en 11 secteurs et 50 branches d'activité. L'enquête de l'ONS intègre l'ensemble de ces entreprises avec les 213 produits inscrits à la nomenclature nationale des produits et activités industrielles.